

# La Lettre du Cercle

CERCLE POUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Siège social : 14, rue de la Tour, 75116 PARIS

Numéro 49 – Novembre 2012

www.cpat.fr

## EDITORIAL

Peut-on réindustrialiser la France ? Se poser la question c'est déjà y répondre : pour les pessimistes : non, pour les optimistes : oui . Alors oui, « on » peut réindustrialiser la France, car l'industrie en France et ailleurs, c'est l'homme qui invente, c'est l'ensemble des activités humaines tournées vers la production, toujours en perpétuels mouvements, c'est le travail sur la matière qui illustre continuellement le progrès des sciences et des techniques. L'industrie c'est donc l'étude et la recherche, le travail et l'effort sur la matière, l'organisation sociale, l'économie, le capital et l'entreprise, le tout dans un environnement particulier.

En France les études scientifiques semblent, depuis un certain temps, ne plus attirer les jeunes. Il en est ainsi aussi de l'apprentissage, des cursus techniques et professionnalisant. L'exaltation des possibilités professionnelles de chaque type d'activités humaines est, avec les perspectives d'avenir, la valorisation de tous les métiers avec l'engagement professionnel, le rapprochement de l'école avec la vie active au plus vite. Une base pour un savoir minimum et son évolution possible. L'enseignement, élément majeur de notre avenir, la recherche, celui de notre devenir. C'est peut être la variété des cursus avec la fin de l'hégémonie de certaines écoles, de certaines méthodes, qui peut permet de laisser émerger l'invention, les façons de faire diverses, l'originalité de la nouveauté, la complémentarité des savoirs. La société est un tout qui n'existe qu'avec la participation de tous suivant ses moyens, suivant ses penchants. Et demain : un autre type d'activité, de déplacements, la fin du salariat... L'industrie c'est tout cela avec des hommes instruits, des entrepreneurs, des hommes ouverts sur les autres et sur le monde qui les entoure, avec une variété immense de possibilités.

Philippe BOSSEAU  
Président du Cercle

## Le Cercle en Moselle : Acte II

Jean-Marie SIMON

Nous étions 23 membres du Cercle et affiliés à participer, les 5 et 6 octobre, au voyage en Moselle que nous avait organisé notre ami Jean-Marie Maitresse, membre du Cercle et ancien Commissaire à l'industrialisation de la Lorraine.

Selon la tradition, ce déplacement alliait découvertes culturelles et visites et réunions sur le thème du développement territorial.

Disons tout de suite que ce voyage fût une réussite et d'un grand intérêt, à l'image de celui organisé il y a trois ans.

Dès notre arrivée à Metz, plongée culturelle étonnante au Musée Pompidou : architecture aérienne et lumineuse, malheureusement enchâssée dans un nouveau quartier banal sans intérêt, le triste parvis des Droits de l'Homme. Pas de collections permanentes mais des expositions. Nous avons visité celle des dessins muraux de Sol LeWitt, que nous a commentée avec brio notre jeune guide

## Sommaire

- AMENAGER LE TERRITOIRE ENSEMBLE  
Philippe BOSSEAU 1
- LE CERCLE EN MOSELLE – ACTE II  
Jean-Marie SIMON 2
- PEUT-ON REINDUSTRIALISER LA FRANCE ?
- LA SIDERURGIE LORRAINE  
Jean-Marie MAITRESSE
- LES CRISTALLERIES EN LORRAINE  
Jean-Marie MAITRESSE
- REFLEXIONS SUR L'AMENAGEMENT  
DU TERRITOIRE EN FRANCE  
Jean-Claude VICARINI 9
- JEAN-PIERRE FALQUE-PIERROTIN  
Jean-Pierre DUPORT 10

Certains d'entre nous ont d'abord été réticents devant les premières toiles mais ils étaient devenu beaucoup plus réceptifs en fin de parcours : « je ne cherche pas à vous faire aimer les œuvres mais à vous expliquer la démarche de l'artiste ». A ceux à qui quelques détails des œuvres exposées auraient échappé, signalons que l'exposition ne fermera qu'en juillet 2013.

Déjeuner ensuite au restaurant du Musée où les œuvres exposées étaient nettement plus figuratives, vins de Moselle aidant, puis direction Hambach où nous étions conviés à visiter les usines Smart.

Créée en 1994 par le groupe horloger suisse Swatch avec l'aide de Mercedes Benz, la « Smart » est produite sur le site de « Smartville » à Hambach, choisi pour sa situation géographique à proximité de l'Allemagne. La millionième Fortwo sortait des chaînes en 2008 grâce au professionnalisme des ouvriers lorrains et aux composants provenant en « juste à temps » des usines allemandes.

En novembre 2011 l'usine s'est agrandie pour produire en série son modèle électrique, la « fortwo electric drive », Daimler investissant 200 millions d'Euros pour conforter sa place de constructeur de petites voitures urbaines. Nous avons pu constater qu'elles étaient produites sur les mêmes chaînes que les modèles thermiques. Leurs batteries, allemandes, au lithium-ion, leur assure une autonomie de 145 kms.

Cette usine de montage de Smartville nous a impressionnés par sa propreté et son organisation tout horlogère. 446 véhicules sortent chaque jour de ses chaînes équipées pour poser des panneaux de carrosserie interchangeables ou des cellules de sécurité compensant la légèreté de la voiture. Notre guide alsacienne bilingue nous a rappelé que l'usine employait 1 500 « collaborateurs (ou collègues) » et que les sous-traitants présents sur le site (comme Panopa Logistique, partenaire de Smart depuis 14 ans et qui assure, avec 45 personnes, l'approvisionnement des chaînes de montage) en employaient autant. 80 % d'entre eux habitent dans un rayon de 30 km. Sur les 100 000 voitures fabriquées en 2012, les 3/4 seront exportées dans 46 pays dont un grand nombre vers la Chine, les Etats-Unis et la Russie via Hambourg et Anvers.

Encore impressionnés par cette réussite industrielle et cette opération d'aménagement

du territoire européen, nous avons ensuite découvert, dans la réunion que JM Maitresse avait organisée pour le Cercle, que la vie du chef d'entreprise français était loin d'être un long fleuve tranquille.

C'est l'Agence pour l'Expansion de la Moselle Est qui accueillait le Cercle. Chargée d'assurer la promotion de ce territoire (dont 20 000 ressortissants vont chaque jour travailler en Sarre) auprès des investisseurs, elle accompagne les entreprises dans leurs démarches d'implantation.

Nous étions une centaine dans cette salle dont de très nombreux chefs d'entreprise, français et allemands. Le Consul général d'Allemagne était présent.

Le Cercle venait pour écouter, sur le thème de la réindustrialisation de la France, les réactions et les propositions des chefs d'entreprise. Celles-ci sont présentées dans le compte-rendu figurant dans les pages suivantes. Disons tout de suite que l'ambiance, côté français, était plutôt morose et que certaines interventions dénotaient un profond ras-le-bol.

La matinée du samedi, après un dîner étoilé que le Maire de Bitche a partagé avec nous, et une nuit confortable passée sous la protection de la citadelle, était consacrée à la visite du musée Lalique et d'une exposition consacrée à Suzanne Lalique, fille du célèbre bijoutier et verrier René Lalique. Ceci pour nous rappeler que les cristalleries abondaient dans cette région (Baccarat, Meisenthal, St. Louis...) : Jean-Marie Maitresse nous le rappelle dans une note en annexe.

L'après-midi de samedi nous a plongés dans l'histoire, souvent tragique, de cette région avec la visite d'un haut lieu de l'inviolable ligne Maginot : le Simserhof, l'un des plus importants ouvrages d'artillerie de cette ligne de défense que les armées allemandes ont eu soin d'éviter. Nous avons pu imaginer la vie des 876 hommes, à 25 mètres sous terre, calquée sur celle des navires de guerre ou des sous-marins, sans lumière du jour, et ponctuée par les heures du quart. Huit jours après l'armistice ils ont déposé les armes et furent envoyés en captivité.

Avant de reprendre le TGV pour Paris, à Forbach, nous avons eu bien soin de confier à notre ami Jean-Marie Maitresse, l'organisation d'un nouveau voyage du Cercle l'an prochain.

**Jean-Marie Simon**



### PEUT-ON RÉINDUSTRIALISER LA FRANCE ?

Tel était le thème de la réunion organisée le 5 octobre 2012 dans le Centre de communication de l'usine Smart de Hambach par le Cercle pour l'aménagement du territoire, en partenariat avec l'AGEME, l'Agence pour l'expansion de la Moselle-Est.

Plus de soixante industriels lorrains ou allemands y participaient. Le Dr. Ulrich Hochschild, Consul Général d'Allemagne à Strasbourg, et Mr Rudolf Bohn, ancien Secrétaire d'État chargé du développement des Länder de l'Est, étaient présents.

Le Cercle, tel que l'a présenté Hervé Nora dans son introduction à la réunion, était là surtout pour écouter les industriels présents, prendre acte de leurs critiques et suggestions, et transmettre celles-ci à ses interlocuteurs.

Philippe Brongniart, ancien Directeur Général du Groupe Suez, et Bernard Prades, membre de la Direction générale du même groupe, ont lancé le débat.

On a mis du temps, en France, à réaliser que la disparition de l'industrie risquait d'être catastrophique pour notre économie. Cet effacement du secteur productif assèche progressivement les moyens dont nous disposons pour assurer la bonne marche des services publics.

Certes, des mesures, partielles, ont été prises, comme les crédits impôts-recherche ou des encouragements à la formation professionnelle, ou encore, dans le domaine de l'aménagement du territoire, les pôles de compétitivité. Mais il faut bien constater qu'elles sont insuffisantes. Et même s'il y a de solides réseaux de PME, eux-mêmes à l'origine de nombreux emplois externalisés, ceux-ci manquent cruellement de moyens financiers pour se développer. Le secteur industriel ne représente plus que 17% de la population active dans notre pays.

Alors, comment réagir ? Faut-il continuer le saupoudrage de mesures ? Le problème est-il plus profond et plus grave, c'est-à-dire culturel ?

Ce nécessaire renouveau industriel français viendra-t-il de l'Etat ? On peut en douter... Ou viendra-t-il des Régions, dont certaines disposent de fortes traditions industrielles ?

Le diagnostic qui se dégage alors des interventions de la salle n'est guère encourageant.

- Des branches entières d'activité disparaissent, et le savoir-faire avec : le textile, Péchiney...
- L'euro est surévalué par rapport à l'état de l'économie française.
- Les Français n'aiment ni leur industrie, ni « les patrons », ce terme englobant les dirigeants de multinationales comme ceux des PME

- L'économie devrait être enseignée dès le plus jeune âge.
- « Nous ne trouvons pas de main-d'œuvre française pour nos ateliers et nous allons chercher des portugais ».
- « Nos entreprises ne trouvent pas les techniciens dont elles ont besoin : le BTS « Forge », par exemple, n'a eu pour toute la France que 4 candidats en 2012 ! Et les parents n'encouragent pas leurs enfants à entrer dans l'industrie ».
- L'éducation nationale française méconnaît le monde industriel et ses enseignements sont inadaptés. « Les techniciens d'entretien de machines que nous recrutons ne sont pas bien formés malgré leur BTS. Encore qu'en Lorraine, on comprend ce qu'est l'industrie et les Lorrains sont travailleurs ».
- Il faut que soit définie et mise en œuvre une politique industrielle européenne.



### Quelles pistes explorer ?

A ce stade des échanges, l'intervention de Mr. Rudolf Bohn a apporté une vision territoriale au débat.

Ancien secrétaire d'Etat en charge de la « privatisation » de l'économie est-allemande, il tente de répondre à la question de la transposition en France du « capitalisme rhénan », expression à laquelle il préfère d'ailleurs « économie sociale de marché ». Il souligne dès l'abord la grande différence qui existe entre le centralisme à la française, où Paris décide de tout et réglemente tout, et le fédéralisme allemand qui favorise l'essor des très nombreuses petites et moyennes entreprises. Celles-ci entretiennent par ailleurs des coopérations étroites avec les Universités techniques, ce qui permet une bonne adaptation des enseignements et facilite les recrutements. La participation de chefs d'entreprise aux conseils d'administration des universités facilite les relations entre elles et l'industrie.

Grande différence avec la France, les syndicats allemands, qui respectent leur entreprise et ses actionnaires, participent à une concertation permanente avec les dirigeants, y compris pour des décisions capitales comme les restructurations.

Il y a aussi, en Allemagne, une grande proximité entre le monde de la recherche et celui de l'industrie, en particulier avec les TPE. Ce qui facilite beaucoup la création d'entreprises.

L'économie allemande se trouve ainsi animée par un réseau dense de petites et moyennes entreprises dynamiques : « j'ai transformé un combinat est-allemand de 1 000 employés en un réseau de 123 entreprises très actives ».

Cette culture industrielle des Allemands amène d'ailleurs tout naturellement les consommateurs à privilégier les produits nationaux !

Il y a des coopérations à imaginer avec la Lorraine, en particulier dans le domaine des exportations. Ces coopérations peuvent s'imaginer notamment avec la Sarre et le Palatinat. Pour cela, il faut des Chambres de Commerce et des Chambres des Métiers qui soient imaginatives et dynamiques.

Entrecoupée de nombreuses questions, cette intervention a suscité de nouvelles interventions des industriels présents. Celles-ci reflètent leur grande inquiétude concernant le financement des entreprises.

- Comment faire pour que les « facilitateurs » de reprise ou de restructuration d'entreprises puissent intervenir avant qu'elles ne soient cliniquement mortes, l'intervention des financiers étant cruciale à ce moment ?

- Comment pallier cette pénurie des financements qui sont nécessaires pour que l'entreprise investisse et se développe ? Ouvrir le capital des entreprises ? Mais c'est une transformation délicate à gérer et qui coûte cher. Expliquer aux banquiers que, pour produire de l'argent, ce qui est leur raison d'être, il leur faut prendre des risques calculés ? Prêter seulement un quart des besoins est insuffisant !
- Le rôle d'OSEO ? Aujourd'hui, OSEO ne regarde un dossier que si les banquiers sont prêts à intervenir, alors qu'autrefois les banques suivaient quand OSEO garantissait !
- En Allemagne, les Länder peuvent donner des garanties et encourager les financements : la nouvelle banque française d'investissement pourrait voir ses dossiers de demande d'aides instruits par les Régions, ce qui permettrait aux entreprises concernées de recourir au marché local. Cela renforcerait aussi les liens entre une région et ses entreprises.  
Les investisseurs étrangers, et pas seulement allemands, peuvent être intéressés par les atouts de la Lorraine : situation géographique, culture industrielle, infrastructures, bilinguisme en Moselle Est... Il faut aller les chercher (selon les méthodes des Bureaux étrangers de la Datar).
- Il faut s'attaquer aux problèmes de compétitivité.
- Nous devons être régis par les mêmes règles (en particulier fiscales et de droit du travail) que celles de nos voisins : c'est la condition pour que les investisseurs puissent choisir en tout état de cause.
- Notre droit fiscal doit être nettoyé et doit gagner en stabilité : les réglementations changent constamment, ce qui est très perturbant : les industriels, les entrepreneurs ont besoin de règles stables et de perspectives à long terme.
- Après la mise en place de la participation dans les grandes entreprises par le Général de Gaulle, il faut étendre l'actionnariat des salariés à toutes les entreprises, PME ou PMI, pour les salariés en CDI, après, par exemple, 2 ans de présence

Cette réflexion d'un industriel, en fin de séance, servira de conclusion à ce compte-rendu :

**« La France a besoin d'industries ? Mais les industriels ont-ils besoin de la France ? »**

Le redressement productif de notre pays exigerait donc que l'on ouvre très vite tous ces chantiers qu'espèrent nos interlocuteurs. Ils sont d'ampleur inégale et touchent des domaines très différents. Mais le seul fait de s'y attaquer redonnerait aux industriels un moral qui, comme le Cercle a pu le constater, n'était pas au plus haut. Résumons-les ici.

- Améliorer la culture économique des politiques et du monde enseignant pour une meilleure connaissance des entreprises industrielles.
- Rapprocher les réglementations européennes pour atténuer les distorsions concurrentielles.
- Faciliter les financements favorisant les créations, le développement ou les adaptations des entreprises.
- Adapter et assouplir les formations.
- Rapprocher les entreprises et les universités techniques.
- Créer ou resserrer les liens entre le monde de la recherche et les entreprises.
- Régionaliser les rapports entre les entreprises et la puissance publique, notamment pour les interventions de la future banque de financement.

**Compte-rendu rédigé par Jean-Marie Simon**

## La sidérurgie lorraine

**Jean-Marie MAITRESSE**

Avec le plus grand gisement de minerai de fer d'Europe (1), ses forêts et ses cours d'eau, la Lorraine accueille les activités métallurgiques depuis plusieurs siècles.

En 1769, le premier haut fourneau y était mis à feu.

L'annexion qui a suivi la défaite de 1870 a coupé le bassin sidérurgique lorrain en deux. De Wendel se trouvait avec des usines des deux côtés. Des sidérurgistes français et belges ont alors construit de nouvelles unités, notamment dans le bassin de Longwy, tandis que les vallées de l'Orne et de la Fensch

accueillait de nouvelles usines allemandes, ces dernières étant reprises par des consortiums français, belges et luxembourgeois après la victoire de 1918. Puis, nouvelle annexion en 1940.

Après la guerre, la sidérurgie lorraine tourne à plein régime, la demande en acier, portée par la reconstruction, dépassant largement l'offre. Elle produit fil machine, ronds à béton, poutrelles, cornières, palplanches, rails... En 1948, 9 sociétés sidérurgiques créent Sollac, coopérative de production d'acier plat, en bobines ou en feuilles, destiné principalement à l'industrie automobile et électro-ménagère.

A partir des années soixante la situation commence à se dégrader : les « Brescianni », arrivent du nord de l'Italie pour fabriquer des ronds à béton et autre fil machine avec des fours électriques retraitant la ferraille ; les minerais à forte teneur en fer (70%) exploités à ciel ouvert arrivent de Suède et de Mauritanie ; les pays émergents se dotent d'unités sidérurgiques ( Brésil, Chine, Inde, Algérie...).

Débutent alors une succession de fusions, restructurations et plans acier... tandis qu'en 1964 se crée le « petit Sacilor » à Gandrange pour fabriquer des produits longs par Wendel et Sidélor.

En 1978, Usinor ferme son usine de Thionville, au bord de la Moselle canalisée, avec le haut fourneau le plus moderne d'Europe inauguré l'année précédente.

En 1979, le Premier Ministre Raymond Barre annonce la réduction de moitié des effectifs de la sidérurgie à Longwy (23 000 personnes).

En 1983, le plan Fabius prévoit la fermeture de la quasi-totalité des usines sidérurgiques.

Enfin, les nouvelles usines « bord de mer » de Dunkerque et Fos et leurs produits plats fragilisent Sollac (devenu par la suite Arcelor-Mittal).

La dernière mine de fer, Les Terres Rouges à Audun-le-Tiche, ferme en 1998 et la dernière mine de charbon en 2004.

La Lorraine aura perdu 160 000 emplois directs dans la sidérurgie. Et, sachant que chaque emploi direct induit 3 emplois : fournisseurs, sous-traitants, maintenance et entretien, transports et services divers...

### **Aujourd'hui**

Le groupe indien Arcelor-Mittal, n°1 mondial de la sidérurgie, est présent dans la vallée de la Fensch en Moselle (à Hayange, Sérérange, Florange, Ebange). La production consiste en produits plats, tôles en bobines et en feuilles, principalement destinés à l'industrie automobile et à l'emballage, avec un effectif d'un peu moins de 2 500 personnes. Les deux hauts fourneaux dont il a décidé l'arrêt définitif sont situés à

Hayange, berceau de Wendel. Ils ne sont pas les derniers haut-fourneaux lorrains comme l'annonçaient à tort les médias nationaux.

L'Institut de Recherche de la Sidérurgie (IRSID) de Maizières-lès-Metz et ses 500 personnes dépend d'Arcelor-Mittal. Ses travaux portent sur les aciers pour l'automobile, les aciers pour l'emballage et les procédés de fabrication.

Tata Steel : autre groupe indien, emploie 430 personnes à Hayange, sur l'autre rive de la Fensch, face à Arcelor-Mittal. Il y fabrique des rails pouvant atteindre une longueur de 108 mètres. Il ne s'approvisionne pas chez son voisin et compatriote : il fait venir ses ébauches d'acier (les brames) de Southampton via le tunnel sous la Manche.

Le groupe suédois Akers emploie 240 personnes à Thionville où il fabrique des cylindres pour laminoirs.

Le groupe français Farinia, à Hagondange, produit des pièces forgées pour l'automobile (260 personnes).

Saint-Gobain possède trois hauts fourneaux (dont un en activité) à Pont-à-Mousson où il fabrique, avec 2 700 personnes, des tuyaux et des plaques en fonte ductile.

Sam-groupe italien Riva emploie 450 personnes à Neuves-Maisons pour y fabriquer des bobines de fil d'acier pour les tréfileries et les armatures béton.

Il y a donc encore de la sidérurgie en Lorraine !

(1) Ce minerai, dénommé minette, est à faible teneur en fer (33 %). La moitié seulement de ce gisement évalué à 6 milliards de tonnes a été exploitée. La Lorraine, pays du cristal

## **Les cristalleries en Lorraine**

**Jean-Marie MAITRESSE**

La Lorraine est, traditionnellement, le pays des verriers, les ressources nécessaires à la fabrication du verre s'y trouvant en abondance : l'eau, le sable (grès des Vosges), les forêts (qui fournissent le bois pour chauffer les fours).

Les premiers verriers, venant sans doute de Bohême, s'y établissent dès le 14<sup>ème</sup> siècle, attirés par les privilèges que leur accordent les ducs de Lorraine. Le duc Jean 1<sup>er</sup> leur octroie, en 1369, une charte anoblissant les « gentilshommes verriers ».

C'est en 1781 que François de Beaufort met au point la formule du cristal pour la Verrerie Royale de Saint-Louis qui en tirera une renommée mondiale.

Après la seconde guerre mondiale, la mécanisation de la fabrication du verre entraîne



la disparition de nombreuses entreprises, petites et moyennes.

Aujourd'hui, plusieurs entreprises disposant d'au moins un four d'élaboration du cristal demeurent néanmoins actives :

- **Cristalleries de Saint-Louis**, à Saint-Louis lès Bitche (57), la plus ancienne verrerie, créée en 1586, devenue uniquement cristallerie en 1784. Elle emploie 250 personnes (2 000 en 1900) et appartient au groupe Hermès. Un remarquable musée jouxte les ateliers.

- **Baccarat**, à Baccarat (54), fondée en 1764. Elle appartient à la Compagnie du Louvre et emploie 600 personnes (2 000 au début du 20<sup>ème</sup> siècle). Un investissement de 8,6 M€ décidé en 2012 doit porter l'effectif à 750 personnes.

- **Daum**, à Vannes-le-Châtel (54), verrerie en difficulté rachetée en 1878 à Nancy par Jean Daum, notaire à Bitche, fuyant l'annexion prussienne, transformée en cristallerie par ses fils. Aujourd'hui, seuls le développement et le prototypage subsistent dans l'atelier de Nancy ; la fabrication est réalisée à Vannes-le-Châtel par moins d'une centaine de personnes. Daum, qui avait employé jusqu'à 2400 personnes appartient à la « Financière Saint-Germain ».

- **Meisenthal**, à Meisenthal (57), un des berceaux du verre et du cristal où Emile Gallé s'initia à l'art du verre. L'activité industrielle y a disparu, laissant la place au Centre international d'art verrier dédié aux artistes et designers internationaux qui y disposent de deux fours et au Musée du verre et du cristal. Une grande halle verrière abrite spectacles et échanges.

C'est à Meisenthal qu'ont été créées les premières boules de Noël : chaque année, une série limitée est éditée.

- **Cristallerie de Montbronn** (57), emploie 15 personnes. Le même village abrite plusieurs tailleurs et graveurs travaillant le cristal brut provenant de Saint-Louis, ou importé.

- **La compagnie des verriers** emploie une dizaine de personnes à Vannes-le-Châtel qui abrite le Centre européen de formation aux arts verriers.

Dans un passé récent plusieurs entreprises ont disparu, à Hartzviller (57), Niderviller (57), Lunéville Saint-Clément (54), Portieux (88), Vallerysthal (57)... D'autres connaissent de grandes difficultés. Mais, dans de nombreux villages lorrains, et en particulier dans le pays de Bitche, des artisans tailleurs et graveurs de cristal travaillent, seuls ou avec quelques compagnons, le cristal brut de Saint-Louis ou importé, perpétuant ainsi une très longue tradition.

#### Définitions :

Cristallin : verre contenant de 10% à <24% d'oxyde de plomb

Cristal : verre contenant de 24% à <30% d'oxyde de plomb

Cristal supérieur : verre contenant >30% d'oxyde de plomb

## Réflexions sur l'aménagement du territoire en France.

Jean-Claude VICARINI

Aménager un territoire c'est avant tout y répartir les activités économiques selon une logique définie par le pouvoir politique. C'est ce que faisait la DATAR lorsque j'y travaillais de 1968 à 1972. Les leviers de son action étaient à l'époque la décentralisation des administrations et des entreprises parisiennes vers la province et des grands projets comme le développement des moyens de communication, l'aménagement du Languedoc-Roussillon ou le déplacement de la sidérurgie vers Fos et Dunkerque, la Lorraine apparaissant déjà condamnée dans ce domaine par la pauvreté de ses ressources minières. Les activités économiques continuaient de croître pour satisfaire les besoins et effacer les conséquences de la guerre, la seule contrainte était financière et le commissariat au plan aidait le gouvernement à définir les priorités. L'horizon 2000, objet des études de prospective de la DATAR, ne suscitait pas d'inquiétude.

Aujourd'hui la situation est d'une rare complexité, la compétition est mondiale, l'endettement de nombreux acteurs économiques dont en premier lieu les Etats eux-mêmes génère une méfiance générale et le comble pour notre pays est un chômage massif des jeunes associé à de grandes difficultés que rencontrent de nombreuses entreprises pour recruter une main d'œuvre compétente.

La prospérité ne reviendra pas d'un coup de baguette magique ou par l'opération du Saint-Esprit. Une large et longue étude de prospective pour définir ce que nous fabriquerons en France dans les prochaines décennies est à la fois nécessaire et vitale pour le pays. Je détaille ci-dessous quelques-uns des chapitres de cette vaste étude pour illustrer les difficultés que nous rencontrerons pour arriver à un consensus sur chacun d'entre eux.

### 1- Exploiter nos points forts.

a- La situation géographique de la France en Europe avec deux façades maritimes sur l'Atlantique et la Méditerranée est favorable. Les ports du Havre et de Marseille sont bien placés pour devenir les deux premiers en Europe avec les investissements appropriés pour charger et décharger tous les types de navires 24 heures sur 24, 365 jours par an. De nombreuses activités industrielles devraient s'y installer mais cela suppose une sérieuse révision des statuts des dockers et des cheminots.

b- En matière de tourisme certaines zones sont encore mal exploitées comme la Corse dont le potentiel de développement est considérable.

c- Le nucléaire est un des points forts de notre industrie. EDF est le premier exploitant au monde dans ce domaine et avec les réacteurs de quatrième génération qui devraient être opérationnels d'après les scientifiques d'ici une dizaine d'années, le niveau des ressources énergétiques d'uranium naturel sera porté à plusieurs milliers d'années. C'est donc bien comme le disent certains un secteur d'avenir. A court terme je pense d'ailleurs qu'il vaudrait mieux investir dans des réacteurs EPR que dans le solaire et l'éolien. Cela coûterait moins cher et rapporterait plus à EDF par la vente d'électricité bon marché à nos voisins qui refusent le nucléaire.

d- La carte à puce est une invention française qui est maintenant largement répandue. Son utilisation pourrait encore être augmentée par la disparition des espèces sonnantes et trébuchantes, plus de distributeurs de billets et de caisse dans les banques ou à la Poste. Tous les paiements seraient électroniques ce qui procurerait quelques avantages comme l'éradication de l'économie souterraine, la disparition de l'immigration clandestine par la nécessité pour chacun de disposer d'un compte bancaire et une productivité accrue dans de nombreux secteurs tels le commerce et l'administration publique.

### 2- Réduire nos points faibles.

a - Les communes, les structures intercommunales, les cantons, les départements et les régions constituent ce que l'on appelle le mille-feuilles administratif. Sa disparition est maintenant une urgente nécessité plus facile à dire qu'à réaliser.

b- L'endettement de la France est trop élevé, tout le monde le dit mais personne n'ose dire que pour le résorber il faudra plus de 70 ans d'efforts opiniâtres. Il en coûte aujourd'hui 50 milliards par an au budget mais si demain les taux d'intérêts augmentent les pertes pourraient

devenir dramatiques. Il est donc urgent de baisser les dépenses de l'Etat

c- La productivité dans la fonction publique reste une friche industrielle. Encore aujourd'hui la notion de secteur prioritaire reste liée à des créations de poste de fonctionnaires. Personne ne réfléchit comment faire plus et mieux avec moins de personnels et de crédits.

d- Les règles administratives sont nombreuses, touffues, complexes, de temps en temps incompréhensibles et parfois inapplicables. C'est le résultat d'une espèce de relation incestueuse entre les politiques et les fonctionnaires, les premiers attachés à montrer qu'ils travaillent en votant de nouvelles lois et les seconds friands de cette situation qui justifie la création de nouveaux postes. Je ne connais pas le nombre de personnes qui se sont attaquées à la simplification des règles administratives mais l'insuccès de leur travail en illustre toute la difficulté.

Bon courage à ceux qui oseront s'attaquer à un programme de ce genre.

**Jean-Claude Vicarini.**

### Hommage

#### à Jean-Pierre FALQUE-PIERROTIN

J'ai appris à apprécier les qualités personnelles et professionnelles de Jean-Pierre Falque-Pierrotin dès notre scolarité commune : son désir d'aller au fond des choses, sa volonté de proposer et mettre en œuvre des solutions efficaces, ses connaissances techniques, son attention aux autres, sa pudeur, sa modestie, sa gentillesse. La liste n'est pas exhaustive.

Ces qualités, il en a fait preuve tout au long de sa carrière brillante. Il fut notamment un Directeur Général de l'Industrie particulièrement apprécié de tous les acteurs.

Il était l'illustration de ce que la Haute Fonction Publique française a de meilleur.

**Jean-Pierre Duport**





### **La Lettre du Cercle**

N° 49 - novembre 2012

#### **• Directeur de publication :**

- Philippe BOSSEAU  
Président du Cercle

#### **• Comité de lecture**

- Patrice BECQUET  
- Jean-Paul LACAZE  
- Hervé NORA  
- Jean-Marie SIMON  
- Jean-Claude VICARINI

#### **• Rédacteurs :**

- Philippe BOSSEAU  
- Jean-Marie SIMON  
- Jean-Marie MAITRESSE  
- Jean-Claude VICARINI  
- Jean-Pierre DUPORT

#### **• Édition :**

- Françoise SALOMON



## **LE CERCLE POUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

### **HISTORIQUE DU CERCLE**

Le cercle pour l'aménagement du territoire, association privée et indépendante régie par la Loi de 1901, a été fondé en 1991 par Hélène Roger-Vasselin et Claude Rousseau, alors chargés de mission à la DATAR, et Marc Nizery, ancien collaborateur extérieur de la DATAR.

### **LES MEMBRES DU CERCLE**

Le Cercle rassemble aujourd'hui plus de 200 membres. Ils sont, ou ont été, des acteurs de l'aménagement du territoire : Ministres, parlementaires, Délégués et Directeurs à la DATAR ou à la DIACT, Préfets, hauts fonctionnaires, Présidents Directeurs Généraux et dirigeants de grands groupes industriels et d'établissements financiers, chefs d'entreprises de toutes tailles, membres de professions libérales, aménageurs locaux, chargés de mission ou collaborateurs extérieurs de la DATAR ou de la DIACT.

Hommes et femmes de terrain ou d'influence, ils portent un intérêt particulier au territoire français, à son développement économique et à son aménagement. Ils gardent vif le souvenir du climat particulier de pragmatisme et d'efficacité dans lequel la DATAR, aujourd'hui la DIACT, travaille depuis les années soixante, et dont tous ses partenaires sont ou ont été fortement marqués. Ils ont souhaité, en adhérant au Cercle, retrouver et entretenir ce climat, et agir, dans le cadre du statut de l'association, sur les aspects territoriaux et spatiaux de l'évolution économique et humaine de notre pays. Ils considèrent que la pleine mise en valeur du territoire national, ainsi que la recherche de la meilleure performance économique, dans le contexte mondial et surtout européen du vingt et unième siècle, impliquent la répartition harmonieuse des activités et de la population sur le territoire.

Toutes les sensibilités politiques sont représentées au Cercle. Toutes les approches de la problématique de l'aménagement du territoire peuvent y être abordées. Sa réputation se fonde sur l'indépendance d'esprit et d'expression de ses membres, sur leurs compétences très diverses, leur expérience et l'élévation de leurs motivations.